

**Champs-sur-Marne**  
6 boulevard Archimede  
77420 Champs-sur-Marne

Tél : 06 77 66 59 05  
Mél : kally.elhadjmahmout@bureauveritas.com

N° affaire : 25970983/1

**Mission** : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

**Opération :**  
*Opération* : **SAVIGNY LT/AMGT FUTURS LOCAUX**  
**RUE DU LAITON**  
**77176 SAVIGNY LE TEMPLE**


**Destinataire :**  
FRANCE TRAVAIL  
JEAN-MARIE CHAPALAIN  
3 RUE GALILEE IMMEUBLE PLUTON  
93884 NOISY LE GRAND

## Plan Général de Coordination

# P.G.C.

**Opération de catégorie : 2**



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
27/05/2025	Rev0		Kally EL HADJ MAHMOUT 

## SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>10</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>10</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	10
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	10
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	10
1.1.4. Démarche environnementale .....	10
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s) .....	10
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	10
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>11</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>12</b>
<b>2.1. Principe des séquences d'interventions .....</b>	<b>12</b>
<b>2.2. Inspections Communes .....</b>	<b>12</b>
<b>2.3. PPSPS .....</b>	<b>12</b>
2.3.1. Pénalités .....	13
<b>2.4. Sous-traitance .....</b>	<b>13</b>
2.4.1. Déclaration des sous-traitants .....	13
2.4.2. Transmission du PGC .....	14
2.4.3. Obligation du sous-traitant .....	14
<b>2.5. Intérimaires .....</b>	<b>14</b>
<b>2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>14</b>
<b>2.7. Travailleurs indépendants .....</b>	<b>14</b>
<b>2.8. Protections individuelles .....</b>	<b>14</b>
<b>2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers .....</b>	<b>14</b>
<b>2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>15</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>16</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>16</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>16</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	16
3.2.2. Accès .....	17
3.2.3. Circulations .....	17
3.2.4. Signalisation .....	18
3.2.5. Stationnements .....	18
3.2.6. Stockage .....	18
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	20
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	21
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>22</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	22
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	22
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>23</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>24</b>
<b>4.1. Définition des séquences d'interventions .....</b>	<b>24</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>27</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>31</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	31
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	31
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	32
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	32
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>32</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	33
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	33
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>33</b>

4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	33
4.5.2. Travaux superposés .....	33
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	33
4.5.4. Protection contre le bruit .....	33
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	34
4.5.6. Travaux en hauteur .....	34
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	34
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	35
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>35</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	35
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	35
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	35
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	35
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>35</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>36</b>
<b>5.1. Stockages sur le chantier .....</b>	<b>36</b>
<b>5.2. Nettoyage .....</b>	<b>36</b>
<b>5.3. Enlèvement des déchets .....</b>	<b>36</b>
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	36
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	37
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	37
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>38</b>
<b>6.1. Déclarations particulières .....</b>	<b>38</b>
<b>6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....</b>	<b>38</b>
<b>6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....</b>	<b>38</b>
<b>6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....</b>	<b>38</b>
<b>6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion) .....</b>	<b>38</b>
<b>6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....</b>	<b>39</b>
<b>6.7. Locaux témoins .....</b>	<b>39</b>
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>40</b>
<b>7.1. Téléphone de secours .....</b>	<b>40</b>
<b>7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....</b>	<b>40</b>
<b>7.3. Travail isolé .....</b>	<b>40</b>
<b>7.4. Procédure d'organisation des secours .....</b>	<b>40</b>
<b>7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....</b>	<b>40</b>
<b>7.6. Point de rencontre secours .....</b>	<b>40</b>
<b>7.7. Modèle de fiche de secours .....</b>	<b>41</b>
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>42</b>

## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- Echange de mails et des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'Oeuvre
- des documents en phase réalisation, pièces graphiques et cctp des différents lots
- de la visite préalable sur site du 23/11/24
- Contrat de mission

Points de VIGILANCE :

- Carte BTP, d'identification professionnelle, tout intervenant devra être porteur de la carte BTP

**- Respecter les principes généraux de prévention.**

>Voir le PGC en § : "0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION" Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

- Planifier la prévention en concertation avec les autres intervenants et adapter le calendrier des interventions avec la MOE pour prévenir des risques liés à la coactivité en phases successives ou simultanée entre les entreprises.

- Nettoyage quotidien du chantier, évacuation des gravats

- Port des EPI, Équipements de Protections Individuelles chaussures de sécurité, casque, lunettes, vêtements de travail manches longues, Vêtement haute visibilité, complétés par ceux qui sont spécifiques aux métiers, aux travaux, à l'environnement des interventions et aux produits mis en œuvre. Les EPI sont à la charge de l'Entreprise.

- Produits « dangereux », l'entreprise tiendra à jour la liste et les fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre. Elle veillera à mettre en place les moyens de prévention contre les risques adaptés. Les FDS seront jointes au PPSPS. Dans le cas de mise en œuvre de produit dangereux, l'entreprise devra veiller à informer le maître d'œuvre dans le but d'ordonner ses travaux en interdisant son intervention en coactivité.

L'entreprise veillera à mettre à la disposition de ses salariés les moyens de prévention adaptés contre les risques, conformément aux mesures figurant dans les fiches de données de sécurité, recommandation des organismes de prévention, ses propres évaluations des risques...

- Trousse de premier secours, l'entreprise tiendra à la disposition des salariés une trousse de premier secours à jour (Contenu à adapter au COVID-19, cf Guide des Préconisations de l'OPPBTP en vigueur).

- Travaux par points chauds :

L'entreprise mettra à la disposition de ses salariés effectuant les travaux par points chauds le moyen de prévention contre les risques d'incendie. Les extincteurs adaptés devront être à portée de main.

L'entreprise s'assurera de la formation de ses salariés au maniement des extincteurs et d'une surveillance d'au moins 2h pour lever le doute d'incendie en fin de poste de travail.

- Mutualisation des moyens d'accès et de prévention contre les risques de chute. Les travaux et interventions en élévation, devront être organisés et ordonnancés de sorte que les entreprises disposent de moyens de prévention contre les risques de chute efficaces et adaptés aux travaux réalisés.

- Mutualisation des moyens de manutention et prévention des risques liés à la manutention.

Les entreprises veilleront à mécaniser les opérations de manutention pour réduire les risques de troubles musculo-squelettiques et la pénibilité.

Les mises à disposition des moyens devront faire l'objet de protocoles entre les entreprises.

- Travaux en élévation devront être réalisés avec des plates-formes ergonomiques adaptés et conformes, tels qu'échafaudages, plates-formes individuelles « gazelles », nacelles. Pour interdire tout risque de chute d'éléments utilisés ou manutentionnés lors des travaux en élévation, l'entreprise veillera selon les contraintes du chantier et l'évaluation des risques encourus, à la mise en place des moyens de prévention efficaces et adaptés de type collectif. Elle pourra définir un ordonnancement de ses interventions pour interdire toute superposition des tâches, mettre en place un périmètre de sécurité, attacher tout outils ou autres éléments mis en œuvre.

- Balisage de la zone de travail, l'entreprise veillera à sécuriser ses zones d'interventions par la mise en place de protections collectives efficaces, afin d'éviter que des tiers ne pénètrent dans la zone à risque.

Chaque zone balisée devra faire l'objet d'une signalétique avec le nom de la société, et le tél + nom du chef de chantier

- Éclairage, privilégier le travail de jour, assurer l'éclairage des postes de travail, baliser les zones d'intervention.

- Travaux superposés, les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre et l'entreprise dans la planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

- Le PPSPS doit décrire vos modes opératoires en y incluant les analyses et évaluations des risques propres/importés/exportés, les moyens de prévention mis à disposition de votre personnel, notamment lors des travaux en élévation, d'utilisation ou présence de produits dangereux, des travaux avec risques d'incendie, etc.

- CHUTE DE HAUTEUR :

>Les protections collectives doivent continuellement être en place.

Avant d'accéder ou de travailler sur une zone, l'entreprise veille à la présence et l'adéquation des protections collectives.

La mise en œuvre des protections collectives s'effectue en sécurité.

Les zones de déchargement sont équipées d'un quai sauf en cas d'impossibilité technique où des mesures compensatoires sont mises en place.

Les protections collectives sont mises en place à partir d'une hauteur ou contexte pouvant provoquer un risque de chute supérieure.

La protection des trémies est assurée par des protections collectives pérennes et efficaces qui autorisent les interventions successives entre les différents intervenants.

- ÉLINGAGE ET LEVAGE :

>Les élingueurs seuls et habilités à élinguer sont formés et identifiés

Les élingueurs sont formés à l'élingage et aux gestes de commandement.

L'entreprise désigne, forme et habilite ses élingueurs.

Les entreprises soumises à convention de prêt de grue doivent disposer d'élingueurs formés.

>Les grutiers s'assurent de la présence d'un élingueur pour chaque opération de levage

Les grutiers procèdent à la montée et à la dépose d'une charge uniquement en la présence d'un élingueur.

Les opérations de levage sans contact visuel direct sont effectuées par un élingueur équipé d'une radio.

#### - BASCULEMENT OU RENVERSEMENT :

>Les matériels et éléments préfabriqués sont continuellement stabilisés (banches, échafaudages, PIR...)

La stabilisation des matériels et des éléments préfabriqués est assurée par des dispositifs adaptés.

Le dimensionnement des stabilisations hors standards fait l'objet d'une étude spécifique par l'entreprise.

Les stabilisations sont assurées, à chaque étape, jusqu'aux opérations de replis ou de mises en œuvre définitives.

>Les plateaux et passerelles sont posés conformément au plan de calepinage / sécurité

Les plans de calepinage/sécurité sont réalisés en concertation entre les entreprises et la MOE avant chaque montage de sorte d'installer un dispositif en adéquation avec les activités de chacune des entreprises.

La mise en œuvre des passerelles et plateaux est assurée par du personnel formé.

La vérification de la conformité après pose est assurée par du personnel formé.

Les modifications et adaptations des plans de calepinage/sécurité sont effectuées après concertation entre entreprises et la MOE, par du personnels apte et habilité à la prestation.

#### - ENSEVELISSEMENT OU EFFONDREMENT :

>Toutes les fouilles, talus et soutènements provisoires sont sécurisés

Les fouilles et talus ainsi que les soutènements provisoires respectent les préconisations établies dans le rapport géotechnique.

Tout soutènement provisoire fait l'objet d'une note de calcul et d'un mode opératoire.

>Les zones d'étaisements spécifiques sont identifiées et dimensionnées

L'entreprise présente à ses salariés les étaisements spécifiques lors de la préparation de chantier.

Les étaisements spécifiques sont dimensionnés et justifiés d'une étude par l'entreprise.

#### - ECRASEMENT AVEC ENGIN OU VEHICULES :

>Les circulations entre engins, véhicules et piétons sont identifiées et séparées

Les flux de circulations entre engins, véhicules et piétons sont matérialisés sur un PIC (Plan d'Installation de Chantier) évolutif (Dynamique). L'entreprise présente à ses salariés le PIC.

Les flux de circulations entre engins, véhicules et piétons sont séparés sauf en cas d'impossibilité où des mesures compensatoires sont mises en place (homme trafic, signalétique...).

Les PIC doivent privilégier une circulation en sens unique.

Toute manœuvre en marche arrière se fait en la présence d'un homme trafic.

>Les conducteurs de pelles s'assurent de la présence d'un guideur pour tout travail à proximité d'autres personnes

L'entreprise forme et sensibilise ses guideurs lors de ses 1/4 heure sécurité et accueils spécifiques.

Chaque personne devant entrer dans une zone de manœuvre se signale au guideur ou au conducteur

#### - ELECTRISATION :

L'entreprise s'assure

>Que les interventions sur installations électriques sont réalisées par des personnes habilitées

>De sensibiliser au risque électrique ses salariés et leurs précise les modalités requises pour réarmer un disjoncteur/sectionneur d'une armoire électrique.

>Que toute intervention hors réarmement est organisée par l'électricien désigné.

>D'identifier et repérer les réseaux aériens et souterrains

>De matérialiser et présenter à ses salariés sur le chantier les réseaux sensibles.

>D'identifier les réseaux par la réalisation des DICT et le repérage des réseaux existants et provisoires du chantier.

>Que ses opérations de terrassement à proximité de réseaux sont réalisées en la présence d'un guideur et d'un conducteur formés à l'AIPR.

>Que pour les travaux au voisinage de canalisations ou d'installations électriques, la mise hors tension des installations doit être privilégiée. Que les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension. Que le rétablissement de la tension ne peut s'effectuer que sur la production d'une attestation de fin de travaux. Qu'une procédure de consignation doit être formalisée.

>Que les interventions dans les locaux à risque et/ou sur équipements électriques devront être réalisées par du personnel apte et habilité au domaine de tension.

**-POUSSIÈRES PRODUITS PULVERULENTS :**

>Faire le choix des techniques, modes opératoires et équipements limitant la dispersion des polluants.

>Capturer les polluants à la source

**-AVOISINANTS, TIERS :**

>Tenir compte de la présence des ouvrages, chantier, établissements concomitants ou avoisinants.

**-NUISANCES SONORES ET VIBRATIONS :**

>Respect des plages horaires définies par la MOE

>Limiter au maximum l'impact du chantier sur les riverains et avoisinants : engins de chantier adaptés au chantier et contraintes ouvrages voisins. Notamment ce concernant l'utilisation d'engins de chantier puissants à proximité des ouvrages, installations et réseaux avoisinants

(des installations ferroviaires de la SNCF, Cf. les directives applicables de CPCU, ENEDIS, SERVICE des eaux, assainissement, Telecom et autres concessionnaires, Cf. les directives applicables)

**-ZONES ATEX :**

Les zones à risque d'explosion sont délimitées et signalées, conformément au plan de zonage ATEX. Veiller à la formation du personnel d'intervention. Sensibilisation et formation au risque d'explosion du personnel et ses sous-traitants. Organiser l'évacuation du personnel. Mettre en place des moyens d'alarme et des moyens d'extinction pour les équipes de première intervention. Informer les services de secours extérieurs (pompiers).

**-RESEAUX :**

>Réaliser les DICT, Identifier les réseaux sur le PIC,

>Baliser/signaler sur le chantier, notamment par piquetage / marquage au sol / sondages complémentaires / mise en place de portiques de signalisation / gabarit de passage => organisation à définir lors de la réunion préparatoire en concertation avec le MOE

**-CIRCULATIONS/DEPLACEMENTS :**

>Maintenir les circulations propres et dégagées

>Nettoyage des postes de travail à l'avancement.

**-NUISANCES SONORES :**

>Respect des plages horaires définies par le MOE

>Limiter au maximum l'impact du chantier sur les riverains. Choisir la technologie la plus respectueuse de l'environnement, matériels, engins de chantier, outils, outillages.

**-METEO :**

L'entreprise prend en charge les risques liés aux contraintes météorologiques.

Le MO désignera une entreprise en charge de l'abonnement météo. Cette dernière s'assurera de l'affichage du bulletin météo au lieu d'affichage accessible à tous.

Les excavations, tranchées, les installations et aménagements du chantier seront asséchées le cas échéant.

En fonction des conditions météorologiques, les opérations sensibles devront être suspendues.

**-CONDUITE, ENGINS DE CHANTIER :**

>Les engins seront à jour de leurs vérifications périodiques.

>L'employeur s'assure de l'aptitude et de la compétence de son conducteur. Il repère les contraintes et les risques avec ce dernier. Il délivre à son salarié l'autorisation de conduite à ses conducteurs. Les engins doivent être vérifiés conformément à la réglementation, les résultats des vérifications doivent être consignés dans les carnets d'entretiens présents dans chacun des engins sur le chantier.

**-TRAVAUX EN ELEVATION et ELEVATION de l'OUVRAGE :**

>Les travaux devront être réalisés sur des plateformes de travail ergonomiques équipées de dispositifs de prévention contre les risques de chute de type collectif.

>Les travaux en élévation sur les façades et toitures devront donner lieu à l'installation d'échafaudage. Cet échafaudage devra permettre les interventions des entreprises pour le ravalement, le bardage, les travaux de



vêture des façades, la mise en place des menuiseries extérieures, de la serrurerie, des travaux de couverture, d'étanchéité

**-ESPACES CONFINES :**

Les moyens de prévention, de manière générale, il convient de procéder au recensement de toutes les situations dans lesquelles ce type d'intervention peut se produire.

Il convient que l'entreprise s'assure que :

>Les opérations sont parfaitement identifiées, prévues, préparées et maîtrisées en terme de risque pour les salariés ;

>Tous les risques ont été pris en compte.

>Les équipements sont adéquats (ex : calage des explosimètre sur le bon risque).

>Les procédures de travail sont rédigées au préalable, sont explicites décrivent bien le travail à réaliser, dans quelles conditions, avec le matériel adéquat, et qu'elles permettent d'effectuer le travail avec le minimum de contraintes.

>Le matériel prévu est opérationnel (vérifié et en bon état).

>Les salariés sont formés et informés en regard du travail à réaliser (habilitations, procédures, etc.).

>Les rôles de chacun en cas d'intervention à plusieurs salariés ou plusieurs entreprises sont parfaitement définis (consignation, surveillance, matériel, etc.).

>Toutes les mesures de prévention préconisées sont mises en œuvre.

>Si des écarts entre travail prescrit et travail réel se présentent, il faudra en évaluer l'impact sur les risques, en tenir compte pour revoir et réévaluer les mesures de prévention, et réajuster les procédures de travail en tenant compte de ces modifications.

>>Cf. Les espaces Confinés brochure INRS ED 6184.

**Nota :**

Les mesures de prévention qui découlent des RISQUES qui suivent ne sont pas limitatives. Selon les situations, elles peuvent conduire au renforcement des mesures de prévention par l'entreprise

# 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

## 1.1. Présentation du projet

### 1.1.1. Objet de l'opération

Description du projet: Le projet porte sur l'aménagement d'une agence france travail sur deux niveaux, RDC et R+1 avec en toiture terrasse un niveau technique dans un bâtiment neuf en cours de construction.

Adresse: Rue de Laiton - 77176 SAVIGNY LE TEMPLE

### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Appel d'offres

### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 1 janvier 2026

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 5

Phasage des travaux:

### 1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

### 1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : Lot 1 (Aménagement)

### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : à définir

## 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	FRANCE TRAVAIL	3 RUE GALILEE IMMEUBLE PLUTON 93884 NOISY LE GRAND	jean- marie.chapalain@francetr avail.fr	JEAN-MARIE CHAPALAIN
Bureau d'étude	ARCOS (Bureau d'études CFO/ CFA)	1 rue de la marne ZAC de la courtilière 77400 SAINT THIBAUT DES VIGNES	06.73.68.01.12 bet-arcos@bet-arcos.fr	M. Julien HARDY
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	6 Boulevard Archimède 77420 Champs Sur Marne	06 77 66 59 05 kally.elhadjmahmout@bur eauveritas.com	Kally EL HADJ MAHMOUT
Bureau de contrôle	BUREAU VERITASCONSTRUCTIO N	2 Rue Jean Mermoz  91019 EVRY- COURCOURONNES	07 52 67 00 23 polyeucte.simokamdem@ bureauveritas.com	M. Polyeucte SIMO KAMDEMT :
CRAM	CRAMIF 77	104 Allée des Amarylis  77190 DAMMARIE LES LYS		
Architecte / Maître d'œuvre	DELTA ARCHITECTURE	22 rue des Carriers Italiens 91350 GRIGNY	06. 86 86 79 20 delta.architecture@orange .fr	M. Laurent ARNOULT
OPPBTP	OPPBTP AGENCE ILE DE FRANCE	1 RUE HEYRAULT 92660 BOULOGNE- BILLANCOURT CEDEX	iledefrance@oppbtp.fr	.

Liste complète des entreprises en pièce jointe

## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

### 2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

**Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

### 2.3.1. Pénalités

La rédaction du P.P.S.P.S. implique la participation de l'entreprise à une Visite d'Inspection Commune.

Pour ce faire, cette Visite d'Inspection Commune, aura lieu avec suffisamment d'antécédence pour permettre à l'entreprise de soumettre son P.P.S.P.S. au CSPS.

En tout état de cause, cette Visite d'Inspection Commune devra avoir lieu, au plus tard, DEUX SEMAINES avant la date d'intervention prévue sur le chantier.

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S. au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'OEuvre pour non remise de document. L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.

Art. L. 4722-6 : Sont punis d'une amende de 4500 € les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes, une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, qui n'ont pas mis en œuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 4111-6, L.4411-1, L. 4532-5, L.4532-6 et L. 235-18 du code du travail.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

## 2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

### 2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

### 2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

### 2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

## 2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## 2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### **Salariés étrangers :**

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

**Contrat d'intérim** si pas de DUE,

**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## **2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers**

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

#### du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

##### Contraintes d'environnement de site

###### Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

###### Présence de plomb dans les existants

Sans objet

###### Présence de silice dans les existants

Sans objet

#### 3.1. Accès au site et réseaux provisoires

L'accès au chantier est principalement établi à la Rue du Laiton – 77176 SAVIGNY LE TEMPLE et suivant le plan d'installation du chantier, il pourra être défini d'autres accès au chantier, tels que ceux réservés aux livraisons. L'accès principal est réservé aux entreprises agréées par le Maître d'ouvrage et aux personnes habilitées au sens de la législation du travail.

La liste nominative du personnel participant au chantier est établie et tenue à jour, sur le chantier, par chaque entreprise y compris les entreprises sous-traitantes.

Les entreprises concernées par ces travaux devront impérativement prendre en compte les diverses activités et entretiens qui interfèrent et ne peuvent être empêchés ou contraintes par l'activité et les risques inhérents au chantier en question.

Selon nécessité et configuration des espaces de travaux, mise en place de tunnel ou protection garantissant une sécurité en cas de chute de matériaux.

Les travaux préparatoires sont à la charge du **lot 1 Amenagement** ,

L'entreprise devra effectuer pendant la phase de préparation du chantier et dans tous les cas avant l'installation de la base-vie.

- Le branchement de l'eau potable,
- L'alimentation en électricité,
- Le téléphone de secours,
- Les réseaux d'évacuation.

#### 3.2. Emprise de chantier

##### 3.2.1. Clôture et portail

Le chantier devra être clos et indépendant

L'entreprise installera, des clôtures délimitant les emprises du chantier.

Ces clôtures seront réalisées conformément aux dispositions imposées par Maître d'Œuvre. A défaut, elles seront constituées par des panneaux opaques (bardage, par exemple) d'une hauteur de 2 mètres minimum.

L'entreprise devra également la mise en place, au niveau de chacun des accès du chantier, les panneaux réglementaires « chantier interdit au public », « port du casque obligatoire »...

L'entreprise vérifiera régulièrement l'état de ces équipements (clôtures, portails, panneaux, etc.) et en assurera la maintenance.

L'accès piéton au chantier devra pouvoir se faire pieds secs en tenue de ville.



Les portillons ainsi que les chemins piétons devront être efficacement séparés des voies de circulation des engins et véhicules de chantier.

### 3.2.2. Accès

L'entreprise devra mettre en place un dispositif de contrôle d'accès efficace destiné à n'autoriser que les personnes et entreprises reconnues par la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre.

L'accès au chantier sera interdit aux salariés du chantier non déclaré au Maître d'Ouvrage par l'entreprise. Chaque salarié devra être porteur de sa carte du BTP.

L'accès se fera depuis les voies publiques et/ou les voies provisoires spécifiquement aménagées pour le chantier.

L'accès des piétons devra se faire par des passages aménagés séparés physiquement des véhicules et engins pour permettre aux salariés d'accéder aux cantonnements en tenue de ville sans se salir et sans être exposés aux risques liés aux activités du chantier et risques routiers.

Chaque intervenant sur le chantier devra être muni d'un badge.

Ces badges comprendront outre le logo du Maître d'Ouvrage et de l'entreprise, le nom, la fonction et la photo de la personne.

Il devra être porté en permanence de manière à être visible.

### 3.2.3. Circulations

Généralités :

L'entreprise générale devra se conformer, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité, aux conditions qui lui seront imposées, notamment en ce qui concerne les accès destinés aux personnels, aux véhicules et aux engins de chantier.

Les entreprises s'assureront de permettre une circulation protégée des personnes pendant les travaux.

Les entreprises s'assureront de la possibilité de circulation horizontale et verticale des personnes, suivant les phasages et avancement des travaux.

Circulation des personnes et des engins

Dans l'emprise du chantier

L'entreprise générale devra également conduire ses travaux de manière à maintenir les servitudes et réseaux traversant le chantier.

Les chemins piétons, protection et éclairage :

Chaque fois que des travaux risquent d'être superposés, l'entreprise installera les tunnels et auvents nécessaires à la communication pour maintenir les chemins d'accès aux postes de travail.

Les chemins d'accès aux postes de travail destinés aux différentes entreprises devront notamment :

- être balisés et séparés physiquement et efficacement des circulations piétonnes et voies empruntées par les véhicules et engins de chantier,
- être éclairés

Les escaliers, échelles, ascenseurs et lifts :

Les escaliers, échelles, ascenseurs et lifts seront munis de protections collectives pour autant que de besoin.

Chaque fois et dès que possible les dispositifs définitifs seront mis en place.

L'entreprise installera les escaliers, échelles, ascenseurs et lifts de communication au fur et à mesure de l'avancement de l'opération :

- pour accéder aux fonds des fouilles,
- pour accéder aux différents niveaux construits,

Circulation

Hors emprise du chantier

L'entreprise devra prendre toutes les mesures permettant d'assurer jusqu'à la fin des travaux une circulation fluide sur les voies publiques.

Les entrées et sorties des véhicules devront se réaliser sous le guidage d'un chef de manœuvre qualifié, en respect du code de la route.

Les véhicules sortant du site devront avoir été nettoyés au préalable.

Les accès devront être maintenus en permanence pour :

- les services de sécurité,
- les piétons et aux véhicules,
- les livraisons.

### 3.2.4. Signalisation

L'entreprise générale doit, pendant toute la durée du chantier, l'ensemble des signalétiques et balisages nécessaires du chantier. Cette prestation comprend notamment :

- Les panneaux de chantier
- Les signalisations, affichages, fléchages provisoires de chantier
- Le fléchage d'accès aux locaux base vie et salle de réunions.
- Le fléchage d'accès aux vestiaires.
- La signalétique de chaque bureau.
- Le fléchage d'accès aux sanitaires accessibles aux personnels de chantier, suivant phasage et organisation des travaux.
- Le fléchage des circulations horizontales et vestiaires accessibles aux personnels de chantier et/ou interdits aux mêmes personnels.
- L'affichage d'interdiction de fumer dans les locaux.
- L'affichage d'interdiction d'accès au chantier par le public.
- Le balisage des circulations en fonction du phasage.
- La signalétique réglementaire pour les piétons, de chaque côté de l'emprise de chantier.
- La signalétique des voies d'accès d'entrée et de sortie, du sens de circulation dans notre emprise, des accès pompier, des zones de stockage, des zones de livraison.
- La signalétique d'accès aux dispositifs d'élévation du matériel et/ou personnel de chantier.
- La signalétique de sécurité des personnes au sens des recommandations du PGC.

L'ensemble de la signalétique, fléchage, affichage devra régulièrement être maintenue en état.

### 3.2.5. Stationnements

Le stationnement devra être réglementé sur le chantier.

Les places de stationnement VUP, VP devront être séparés des aires d'évolution des engins de chantier, des zones de survole en charge des engins de levage et des aires de chargement/déchargement.

Des places de stationnement réservées devront être aménagées et indiquées sur le PIC

### 3.2.6. Stockage

Les zones de stockage seront implantées en fonction du plan d'installation de chantier établi par l'entreprise chargée de cette tâche et soumis à l'avis du Coordonnateur SPS avant réalisation.

Le stockage de ces produits sur le chantier est soumis à l'accord du maître d'œuvre et du Coordonnateur Sécurité.

Organisation du stockage

Cf GUIDE DES MANUTENTIONS ET DES APPROVISIONNEMENTS de la CRAMIF

Les zones de stockage devront être

- Clairement identifiée sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC).
- Efficacement balisées et signalées de sorte qu'il subsiste de risques liés à la maîtrise des risques entre les différentes activités entre les entreprises.
- Plans, stables, en adéquation avec les matériaux et produits stockés.
- Aménagées pour permettre l'accès aisé aux produits.

Risques liés au stockage des produits chimiques et produits dangereux

Le lieu de stockage a pour vocation première de limiter l'exposition aux risques associés à ces produits chimiques et de soustraire les personnes aux effets d'un dégagement involontaire ou d'une réaction chimique

spontanée.

Afin de limiter les quantités de produits chimiques aux postes de travail tout en garantissant une activité continue, le stockage peut être organisé en un local central et un ou plusieurs lieux de stockage dits « tampons » à proximité des postes de travail. L'utilisation des lieux de stockage doit être soumise à des règles strictes, dont l'application doit être contrôlée régulièrement par un responsable compétent.

Stockage des produits chimiques, produits dangereux

Un stockage défaillant peut s'avérer lourd de conséquences : réactions chimiques dangereuses, dégagement important de produits nocifs, voire explosion ou incendie, intoxication, chute de plain-pied, blessures...

De nombreux paramètres jouent un rôle dans la sécurité du stockage :

- la quantité des produits stockés,
- la présence de produits volatils, inflammables ou incompatibles entre eux ou avec les matériaux présents,
- la ventilation,
- l'arrimage des emballages,
- la stabilité des produits d'emballage aux variations de température, aux rayonnements

Lieux de stockage des produits chimiques : quelques règles d'organisation

- Limiter l'accès au stockage aux seules personnes formées et autorisées
- Tenir à jour un état du stock
- Subordonner le stockage d'un produit à l'existence de sa fiche de données de sécurité et de son étiquetage
  - Mettre en place un classement rigoureux et connu (affichage d'un plan, interdiction d'entreposer des emballages volumineux ou lourds en hauteur, pas d'entreposage d'outillage et de matériel dans le local de stockage de produits chimiques...)
- Instaurer une règle de déstockage « premier entré/premier sorti »
- Respecter les dates de péremption de produits
- Mettre en place une procédure d'élimination des produits inutiles ou périmés
- Interdire l'encombrement des voies d'accès, des issues et équipements de secours

Signalisation des lieux de stockage des produits chimiques et produits dangereux

Les lieux de stockage doivent être clairement identifiés. Des panneaux d'avertissement doivent figurer à l'entrée comme par exemple « Matières inflammables », « Matières corrosives », « Matières toxiques ».

Outre le plan de stockage (localisation des différents produits, capacité maximale...) peuvent être également prévus l'affichage d'un récapitulatif de l'étiquetage des produits entreposés et le rappel des incompatibilités éventuelles.

Séparation des produits incompatibles / réactions dangereuses

Certains produits peuvent réagir les uns avec les autres, provoquant parfois des explosions, des incendies, des projections ou des émissions de gaz dangereux. Ces produits incompatibles doivent être séparés physiquement.

D'autres produits encore réagissent violemment avec l'eau : ils doivent être entreposés de façon à ce que tout contact avec de l'eau soit impossible, même en cas d'inondation.

Enfin, les produits inflammables doivent être stockés à part dans une enceinte dédiée et constamment ventilée.

Prévention et lutte contre l'incendie

Un local de stockage de produits en quantités importantes doit être isolé du reste du bâtiment, afin d'éviter la propagation d'un incendie qui s'y déclarerait. De même, il doit être bâti à l'aide de matériaux durs et incombustibles et muni de systèmes d'évacuation et de lutte contre le feu appropriés (portes coupe-feu, extincteurs...). L'accès au local doit être facile, permettant une évacuation rapide en cas d'accident. Une localisation en sous-sol est à proscrire.

De même, l'installation électrique doit être réduite au minimum indispensable à l'intérieur du local et, selon les produits entreposés, être adaptée à une zone où peuvent apparaître accidentellement des atmosphères explosibles (éclairage étanche, par exemple)

Ventilation et conditionnement d'air

Une ventilation mécanique, résistant à la corrosion et assurant un renouvellement d'air de 4 à 6 volumes par heure, doit être prévue. Ce débit doit pouvoir être porté ponctuellement (en cas de dispersion accidentelle d'un liquide volatil, par exemple) à 20 volumes par h

Par ailleurs, le gel peut altérer un certain nombre de préparations et entraîner des ruptures de conditionnement. À l'inverse, une température élevée favorise des surpressions préjudiciables aux emballages et dangereuses lors de leur ouverture. En conséquence, des mesures doivent être prises pour maintenir la température du local à un niveau approprié.

#### Prévention et lutte contre les dispersions accidentelles

Des capacités de rétention doivent être prévues par catégorie de produits. Le local de stockage doit lui-même être en rétention générale. Un produit absorbant approprié aux produits stockés (neutralisant, incombustible) doit être disponible dans le local de stockage, afin de récupérer fuites et gouttes de produits.

Suivant les résultats de l'évaluation des risques, un appareil respiratoire isolant (à entretenir et vérifier périodiquement) sera disposé à l'extérieur du local et à proximité de l'entrée et une douche de sécurité ainsi qu'une fontaine oculaire de secours seront accessibles à proximité immédiate.

### 3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

#### POINTS D'EAU

##### Raccordements des EV/EV/EP/EdV/Air Comprimé....

Le raccordement des adductions et évacuations Provisoires sur l'ensemble des zones d'interventions

Des points d'eau devront être implantés selon les besoins du chantier. Les points d'eau devront permettre la distribution et le raccordement des points d'utilisation sans contraintes liés à la circulation des engins, véhicules et phasage des travaux.

#### ELECTRICITE

A partir du point de départ défini dans les pièces écrites établies par la maîtrise d'œuvre, l'entreprise aura à sa charge l'installation électrique générale du chantier. Cette installation comprend, de façon distincte :

- Les installations électriques nécessaires à l'alimentation des appareils de levage ainsi que des autres matériels,
- L'installation d'éclairage pour la circulation et le cheminement des personnels sur le chantier, notamment éclairage de secours,
- Les armoires et coffrets électriques, ainsi que les réseaux de distribution nécessaires aux besoins du chantier.

Les armoires électriques seront montées sur pieds, elles seront à double paroi et munies d'un arrêt d'urgence (IP 44). Elles seront en permanence fermées à clé.

Il y aura séparation de l'alimentation force et éclairage.

Le nombre d'armoires sera déterminé de façon à ce qu'une rallonge de 25 m permette d'assurer l'utilité du poste de travail.

Il sera mis en place un éclairage de sécurité dans tous les locaux obscurs.

#### Éclairage de chantier

Une installation de sécurité, signalant les sorties de secours et assurant un minimum d'éclairage pour l'évacuation du personnel, sera réalisée par l'entreprise désignée par la maîtrise d'œuvre, complétée selon nécessité et contraintes évolutive du chantier.

L'éclairage devra permettre les déplacements en sécurité sur tout le chantier et ses abords.

Les niveaux d'éclairement seront au minimum de :

- 10 Lux Zones et voies de circulation extérieures
- 40 Lux Espaces où sont effectués des travaux à caractère permanent à l'extérieur
- 40 Lux Voies de circulation intérieures
- 60 Lux Escaliers et zones de stockages intérieurs
- 120 Lux Locaux de travail, vestiaires, sanitaires, réfectoire
- 200 Lux Locaux aveugles affectés à un travail permanent
- 300 Lux Postes de travail avec usage de machines ou d'outils dangereux

### Matériel électrique

Les installations devront être protégées et conformes à la réglementation en vigueur.

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur sur les chantiers :

Rallonges..... Type H 07 RNF 25m maximum

Enrouleurs..... Catégorie B NFC 61.720

Prises..... Incassables - Protection IP44

Baladeuses..... NFC 71.008

Phares halogènes..... Norme NF avec grille de protection

Le Coordonnateur Sécurité pourra être amené à demander à l'entreprise un contrôle périodique du matériel électrique utilisé sur le chantier; en aucun cas une entreprise ne pourra refuser ces vérifications.

### 3.2.8. Cantonnements et entretien

**Installation, entretien, nettoyage, maintenance suivant les phases des travaux. Suivant le Tableau de répartition des mesures générales d'organisation de chantier.**

Les locaux devront être ventilés, chauffés, éclairés.

Les locaux vestiaires et sanitaires devront être communicants. Cette liaison devra être étanche à l'air et à l'eau et chauffée.

Les bungalows préfabriqués seront obligatoirement équipés de garde-corps périphériques (rings) en toiture.

#### Sanitaires

Les sanitaires seront installés et raccordés avant le début des travaux.

Le nombre de postes d'eau sera défini sur la base d'un lavabo pour 10 personnes.

L'eau sera potable et à température réglable.

Prévoir, en cas de nécessité, des sanitaires Hommes et Femmes séparés.

Il sera prévu des W-C approvisionnés en papier hygiénique et des urinoirs avec chasse d'eau, sur la base d'un W-C et d'un urinoir pour 20 personnes. Un W-C, au moins, devra comporter un poste d'eau.

Les canalisations des cantonnements devront être installées "hors gel".

Les douches (1 pour 8 personnes) comporteront individuellement :

- \* Une porte pleine

- \* Un sas de déshabillage équipé d'un siège et de patères

- \* Un rideau de séparation

Ces locaux devront être correctement éclairés, aérés, désinfectés et chauffés.

De même, le nettoyage et la désinfection de ceux-ci devront être effectués au moins une fois par jour par l'entreprise désignée par la maîtrise d'œuvre. Les parois de ces installations devront être lessivables.

#### Sanitaires de proximité

Au-delà d'une distance de 200 m du cantonnement, des sanitaires complémentaires devront être mis en place.

Un nettoyage quotidien sera à prévoir.

#### Réfectoires

La surface totale à prévoir sera calculée en prenant comme base 1,50 m<sup>2</sup> minimum par personne.

Ces locaux devront être correctement chauffés, éclairés, aérés, cloisonnés en surface de 75 m<sup>2</sup> maximum et disposer de tables, de chaises, de chauffe-gamelles électriques, de réfrigérateurs et d'éviers munis de robinets d'eau potable, fraîche et chaude.

Tous ces équipements (tables, chaises, etc.) et ces installations seront fournis et mis en place par l'entreprise désignée par la maîtrise d'œuvre.

Ils seront nettoyés quotidiennement par l'entreprise désignée par la maîtrise d'œuvre.

Le sol de ces locaux devra être lessivable.

#### EAU POTABLE pour la boisson

3 litres d'eau fraîche, au moins, par salarié et par jour

### Vestiaires

La surface totale à prévoir sera calculée en prenant comme base de 1,25 m<sup>2</sup> minimum par personne. Ils devront posséder des bancs et des armoires vestiaires (type B à 2 compartiments - NF D 65.760) mis à la disposition de tous les corps d'état par l'entreprise désignée par la maîtrise d'œuvre. La CRAMIF préconise l'installation d'armoires vestiaires ventilées et chauffées mécaniquement. Les locaux seront convenablement chauffés, ventilés et éclairés. Ils seront nettoyés quotidiennement par l'entreprise désignée par la maîtrise d'œuvre. Prévoir, en cas de nécessité, des vestiaires Hommes et Femmes séparés.

### Emplacements destinés aux bureaux, ateliers et magasins

Ces installations seront réalisées sur le site même du chantier avec l'accord du maître d'œuvre et du Coordonnateur Sécurité. Il ne sera pas toléré que ces locaux soient utilisés comme vestiaires ou réfectoires. Ils seront conformes aux pièces écrites réalisées par la maîtrise d'œuvre. Ces installations devront, en tout état de cause, répondre à l'ensemble des normes en vigueur. Ils seront notamment raccordés aux réseaux d'alimentation des fluides mis à disposition par le maître d'ouvrage.

### Infirmierie

Une infirmerie avec un(e) infirmier(e) sera installée sur le chantier si les effectifs dépassent 200 (deux cent) salariés

Les éventuels cantonnements de fin de chantier seront soumis aux mêmes obligations décrites ci-dessus.

## 3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Les cheminements, les abords et les sorties du chantier seront maintenus dans un état de parfaite propreté. Tout manquement pourra être sanctionné par un arrêt des travaux de l'entreprise défaillante.

Le chantier sera maintenu propre en " permanence " durant toute la durée de l'exécution et NETTOYAGE QUOTIDIEN.

Chaque entreprise aura à sa charge les nettoyages de ses propres ouvrages et l'évacuation des gravats lui incombant. A défaut, le nettoyage sera réalisé et les frais seront retenus sur la situation de travaux de l'entreprise responsable. Le nettoyage de la voirie sur la périphérie du chantier sera permanent. Sur simple requête du Maître d'OEuvre, l'entrepreneur de gros-oeuvre devra assurer dans les 24 heures le nettoyage général ou partiel du chantier, en lieu et place des entreprises n'assurant pas les nettoyages et ce, autant de fois que nécessaire.

Le Maître d'OEuvre signera les constats de nettoyage par attachement, les imputations seront faites à chaque entreprise par l'entrepreneur titulaire du lot « Gros-OEuvre ».

### 3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

### 3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Lot 1 Aménagement** soumet à l'accord du Maître d'OEuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des palissades de chantier
- des conduites enterrées et aériens
- des clôtures et protections temporaires
- des parkings pour les véhicules de chantier
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,

- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- des recettes à matériaux (plans des élévations),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier
- du point de rencontre pour accueil des services de secours
- des zones de stockage
- des aires de chargement/déchargement
- des zones de préparation
- des zones de rétention
- des chemins de circulation piéton
- des accès piétons
- des accès véhicules et engins de chantier
- de l'emplacement des bennes à déchets
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès et moyens d'accès provisoires aux ouvrages
- de l'emplacement des moyens de levage
- des aires d'évolution des engins de chantier
- des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de(s) la grue(s) avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires
- de l'emplacement des points d'eau

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Lot 1 Aménagement** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

### 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Lot 1 Aménagement	Lot 1 Aménagement	fin de chantier
Accès	Lot 1 Aménagement	Lot 1 Aménagement	fin de chantier
Circulations	Lot 1 Aménagement	Lot 1 Aménagement	fin de chantier
Signalisation	Lot 1 Aménagement	Lot 1 Aménagement	fin de chantier
Stationnement	Existant	Existant	fin de chantier
Stockage	Lot 1 Aménagement	Lot 1 Aménagement	fin de chantier
Réseaux provisoires de chantier	Lot 1 Aménagement	Lot 1 Aménagement	fin de chantier
Coffret électrique général	Electricité	Electricité	fin de chantier
Coffret divisionnaire et éclairage	Electricité	Electricité	fin de chantier
Cantonnement	Lot 1 Aménagement	Lot 1 Aménagement	fin de chantier
Infirmier de chantier	Sans objet	Sans objet	fin de chantier
Nettoyage hors cantonnement	Lot 1 Aménagement	Lot 1 Aménagement	fin de chantier
PIC	Lot 1 Aménagement	Lot 1 Aménagement	fin de chantier
Protections collectives	Lot 1 Aménagement	Lot 1 Aménagement	fin de chantier
Accès hauteur communs	Lot 1 Aménagement	CVC - PLOMBERIE	fin de chantier
Déchets - Gravats	Lot 1 Aménagement	Lot 1 Aménagement	fin de chantier
Nettoyage quotidien des escaliers et des	Lot 1 Aménagement	Lot 1 Aménagement	

## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 TCE		TCE	Déplacement de plain-pied Eclairage Bruit, vibrations Voisinage Contraintes météorologiques Engins et matériels Déplacement de plain-pied Multi danger Produits dangereux Contact électrique direct ou indirect Collision, heurt Travail en hauteur Déplacement de plain-pied Déplacement de plain-pied Inflammation, explosion Contact électrique direct ou indirect Inhalation poussières Manutention manuelle Routier, autoroutier Réseaux	<p><b>Circulation/Déplacement :</b>  Mise à jour du PIC  En tenant compte de la planification la prévention et en intégrant dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants.</p> <p><b>Eclairage :</b>  Assurer l'éclairage du chantier, ses accès et ses abords.</p> <p><b>Nuisances sonores et vibrations :</b>  Choix du matériel  Tenir compte de l'état d'évolution de la technique  Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux</p> <p><b>Avoisinants, Tiers :</b>  Combattre les risques à la source.  Ne pas exporter les risques et nuisances en dehors du chantier.  Les véhicules et engins devront sortir propres du chantier.  Sauvegarder les ouvrages existants.  Évaluer les risques avec les informations collectées auprès des acteurs concernés.</p> <p><b>Météo :</b>  Maîtriser l'assainissement du chantier</p> <p><b>Conduite :</b>  Respecter les zones et aires d'évolution des engins de chantier</p> <p><b>Chute :</b>  Protection contre les chutes de</p>



				<p>plain-pied à mettre en place.</p> <p><b>Venue d'eau :</b> Planifier les interventions pour prévenir des risques entre les entreprises</p> <p><b>Polluants :</b> Mode opératoire de dépollution à communiquer. Préciser et évaluer si risques spécifiques relatif liés à l'exposition nécessitant l'intervention hors coactivité. Ne pas exporter les nuisances et polluants en dehors des zones traitées.</p> <p><b>Risques Électriques :</b> Les interventions dans les locaux à risque devront être réalisées par du personnel apte et habilité au domaine de tension. Les procédures de consignation doit être formalisées</p> <p><b>Zones de circulation :</b> MISE EN PLACE DES MOYENS ADEQUATES POUR SEPARER LES DIFFERENT FLUX (PERSONNEL AU SOL / ENGINS). ENGINS Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissante pour gérer le trafic. Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier</p> <p><b>Travaux en élévation :</b> Les entreprises devant œuvrer en élévation sur les façades, terrasses et toitures doivent se concerter pour permettre la mutualisation des moyens d'intervention en élévation et de s'assurer que les moyens en place seront en adéquation avec leurs usages respectifs.</p> <p>.</p> <p>.</p>
--	--	--	--	--

				<p>Permis de feu à afficher dans la zone d'intervention</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>TMS.</p> <p><b>Risques routiers :</b>          Respect du code de la route</p> <p><b>Réseaux :</b>          Respecter les recommandations des concessionnaires suite aux retours des DICT          Le MOE veillera à organiser le chantier de manière à supprimer la co-activité avec le public / phasage des interventions à risque par le MOE.          Le MOE veillera à la bonne maîtrise des interfaces entre les différents lots (phasages / planning).          Le MOE s'assurera de la mise en commun des moyens.</p> <p>Affecter du personnel apte et habilité aux prestations réalisées. Notamment ce concernant l'AIPR (Attestation d'Intervention à Proximité des Réseaux)</p>
--	--	--	--	---

## 4.2. Analyse de risques

### Séquence : 1 - TCE

#### TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	<b>Circulation/Déplacement :</b> Maintenir les circulations propres et dégagées Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	<b>Circulation/Déplacement :</b> Respecter les consignes de sécurité, les mesures d'organisation, la planification des interventions. Communiquer les contraintes au MOE pour déterminer les mesures à retenir ou compléter.
Eclairage	<b>Eclairage :</b> Privilégier le travail de jour. Assurer l'éclairage du chantier pour permettre l'accès aux postes de travail en sécurité. Les signalisations et délimitations doivent être visibles de jour comme de nuit.	<b>Eclairage :</b> Respecter les consignes de sécurité, les mesures d'organisation, la planification des interventions. Communiquer les contraintes au MOE pour déterminer les mesures à retenir ou compléter.
Bruit, vibrations	<b>Nuisances sonores et vibrations :</b> Respect des plages horaires définis par le MOE Limiter au maximum l'impact du chantier sur les riverains : engins de chantier adaptés au chantier.	<b>Nuisances sonores et vibrations :</b> Respecter les consignes de sécurité, les mesures d'organisation, la planification des interventions. Communiquer les contraintes au MOE pour déterminer les mesures à retenir ou compléter.  Planifier les interventions avec le MOE avec pour objectif de réduire les risques d'exposition.
Voisinage	<b>Avoisinants, Tiers :</b> Tenir compte de la présence des ouvrages, chantier, établissements concomitants ou avoisinants.	<b>Avoisinants, Tiers :</b> Respecter des dispositifs mis en place. Communiquer les contraintes au MOE pour déterminer les mesures à retenir ou compléter.
Contraintes météorologiques	<b>Météo :</b> L'entreprise prend en charge les risques liés aux contraintes météorologiques en s'assurant d'un abonnement météo. Il affiche les résultats sur le chantier pour information aux différents corps d'état. Les excavations, tranchées, les installations et aménagements du chantier seront asséchées la cas échéant.	<b>Météo :</b> Prendre connaissance des informations liées à l'abonnement météo suivi par le lot titulaire et adapter les travaux à réaliser aux risques météorologiques.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	<b>Conduite :</b> Les engins seront à jour de leurs vérifications périodiques. Les conducteurs posséderont une autorisation de conduite."	<b>Conduite :</b> Respecter les zones et aires d'évolution des engins de chantier
Déplacement de plain-pied	<b>Chute :</b> Les trémies ou regard sont munis de tampons provisoires ou définitifs assurant une protection contre les chutes de plain-pied. En l'absence de tels dispositifs, un balisage est mis en place et entretenu jusqu'à la disparition du risque.	<b>Chute :</b> Interdiction de franchir un balisage de sécurité.
Multi danger	<b>Venue d'eau :</b> Le cas échéant d'une venue d'eau, l'entreprise de terrassement mettra en place les moyens d'épuisement nécessaires. En cas de présence d'eau polluée, l'entreprise fera réaliser les analyses nécessaires. Les résultats seront transmis au MOA, au MOE et au CSPS.	<b>Venue d'eau :</b> Ne pas franchir les dispositifs de délimitation mis en place, sans autorisation préalable du titulaire du lot.
Produits dangereux	<b>Polluants :</b> Retrait des polluants Faire un état des lieux de l'état de présence des polluants. par la prise de connaissance des prélèvements réalisés en phase étude. Compléter les prélèvements pour affiner le maillage.	<b>Polluants :</b> Respecter les consignes de sécurité, les mesures d'organisation, la planification des interventions.
Contact électrique direct ou indirect	<b>Risques Électriques :</b>  NOTA : ce paragraphe concerne non seulement les travaux réalisés par l'entreprise d'électricité mais également ceux exécutés par tous les corps d'état qui effectueront des opérations d'ordre électrique sur le chantier ;  Pour tous les travaux d'ordre électrique sur ou au voisinage d'une installation en exploitation, les entreprises devront respecter les dispositions de sécurité contenues dans la publication UTE C 18-510. Les travaux sous tension seront interdits. Tous les travaux devront être réalisés hors tension, après consignation électrique.  Avant leur mise sous tension, les locaux électriques (postes de transformation, locaux TGBT, etc.) ainsi que	<b>Risques Électriques :</b> Les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension.  Les interventions dans les locaux à risque et/ou sur équipements électriques devront être réalisées par du personnel apte et habilité au domaine de tension.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>les tableaux et les coffrets électriques devront pouvoir être fermés à clé ; l'entreprise titulaire du lot Electricité devra ensuite s'assurer que ces enceintes sont fermées en permanence.</p> <p>L'accès à ces locaux sera réservé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit au personnel possédant une habilitation électrique appropriée,</li> <li>- soit aux personnes placées sous la surveillance d'un électricien habilité.</li> </ul> <p>Pour les travaux au voisinage de canalisations ou d'installations électriques, la mise hors tension des installations doit être privilégiée. Les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension. Le rétablissement de la tension ne peut s'effectuer que sur la production d'une attestation de fin de travaux. Une procédure de consignation doit être formalisée.</p> <p>Les interventions dans les locaux à risque et/ ou sur équipements électriques devront être réalisées par du personnel apte et habilité au domaine de tension.</p>	
Collision, heurt	<p><b>Zones de circulation :</b>  <b>MISE EN PLACE DES MOYENS ADEQUATES POUR SEPARER LES DIFFERENT FLUX (PERSONNEL AU SOL / ENGINS).</b> ENGINS Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissant pour gérer le trafic. Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier</p>	<p><b>Zones de circulation :</b>  <b>RESPECTER LES MOYENS MIS EN PLACE</b></p>
Travail en hauteur	<p><b>Travaux en élévation :</b>          Les travaux en élévation devront être réalisés sur des plateformes de travail ergonomiques équipées de dispositifs de prévention contre les risques de chute de type garde-corps. Les travaux en élévation sur les façades et toitures devront donner lieu à l'installation d'échafaudage. Cet échafaudage devra permettre les interventions des entreprises pour le ravalement, le bardage, les travaux de vêtue des façades, la mise en place des menuiseries extérieures, de la serrurerie, des travaux de couverture, d'étanchéité</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	.
Déplacement de plain-pied	"Protection collective résistant au passage sur l'accès. Pose des protections à l'avancement. Protection des trémies à coordonner avec les corps d'états secondaires et les corps d'états techniques. (Obturation par panneaux fixés sur dalle, etc...). Privilégier système permettant la perforation aux dimensions souhaitées. (Dalle béton cellulaire, etc...).".	.
Inflammation, explosion	Chaque entreprise réalisera au préalable de l'utilisation d'un point chaud (meulage, perçage, soudure, découpage, ...) un permis de feu auprès de l'encadrement de chantier. Arrêter les travaux par points chauds 2H avant .	Accès interdit à la zone de travail
Contact électrique direct ou indirect	Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...)	.
Inhalation poussières	Les travaux générateurs de poussières du type détalonnage de portes ou autres rabotages pour des réglages de menuiseries devront avoir lieu si possible en dehors d'une zone fermée. Dans le cas contraire, la zone devra être correctement ventilée.	.
Manutention manuelle	Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. Privilégié la manutention mécanique.	.
Routier, autoroutier	<b>Risques routiers :</b> S'assurer de l'adéquation des dispositifs d'aménagement avec les contraintes d'accès au chantier, de circulation. Tenir en état de bon fonctionnement les dispositifs en place. Compléter, adapter et modifier suivant les phasage des travaux les aménagements.	<b>Risques routiers :</b> Respecter des dispositifs mis en place. Communiquer les contraintes au MOE pour déterminer les mesures à retenir ou compléter.
Réseaux	<b>Réseaux :</b> Réalisation des DICT Identifier les réseaux sur le PIC Baliser/signaler sur le chantier, notamment	<b>Réseaux :</b> Respecter les consignes de sécurité, les mesures d'organisation, la planification

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	par piquetage / marquage au sol / sondages complémentaires / mise en place de portiques de signalisation / gabarit de passage => organisation à définir lors de la réunion préparatoire en concertation avec le MOE	des interventions. Communiquer les contraintes au MOE pour déterminer les mesures à retenir ou compléter.

### 4.3. Co-activités et protections collectives

#### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que le **lot 1** soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par le **lot 1**
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

#### 4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en

place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

#### 4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place des protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, le CSPS informe le maître d'œuvre qui prend des mesures pour faire cesser les carences observées auprès d'une ou des entreprises qui ne respectent pas les règles ci-dessus définies.

Le CSPS peut, en cas de risques graves pour la santé et sécurité des compagnons ou toute autre personne, procéder à un arrêt de tâche en informant simultanément le maître d'œuvre de la situation qui est défaillante. Puis, le Coordonnateur SPS et le Maître d'œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le maître d'œuvre, demander au maître d'ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place des protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, le CSPS informe le maître d'œuvre qui prend des mesures pour faire cesser les carences observées auprès d'une ou des entreprises qui ne respectent pas les règles ci-dessus définies. Le CSPS peut, en cas de risques graves pour la santé et sécurité des compagnons ou toute autre personne, procéder à un arrêt de tâche en informant simultanément le maître d'œuvre de la situation qui est défaillante. Puis, le Coordonnateur SPS et le Maître d'œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le maître d'œuvre, demander au maître d'ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### 4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

### 4.4. Equipement de levage



Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

#### 4.4.1. Autorisation de survol

L'entreprise a à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains concernés.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.

Les zones énoncées ci-dessus ne doivent en aucun cas être survolées par une charge en cours de manutention. Des systèmes de limitation mécanique de zone sont mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier. Un système d'interférence doit être mis en place pour les différentes grues du chantier. En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) a à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.

Le Plan d'Installation de Chantier matérialise les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche(s) et de la (des) contre flèche.

L'entreprise doit mettre à disposition sur le chantier la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot.

#### 4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

### 4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

#### 4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

#### 4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

#### 4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

#### 4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

#### 4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

#### 4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### 4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

**Les travaux réalisés en élévation, notamment sur les façades, les couvertures, les terrasses, les**

**balcons, les charpentes, les menuiseries extérieures, la serrurerie devront être réalisés en présence des échaudages de pied et/ou PEMP destinés à prévenir des risques de chute.**

#### **4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins**

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Affecter du personnel apte et habilité aux prestations réalisées. Notamment ce concernant l'AIPR (Attestation d'Intervention à Proximité des Réseaux), Autorisation de conduite délivrée par l'employeur

### **4.6. Moyens communs**

#### **4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur**

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

#### **4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier**

Voir détail dans l'annexe « MESA »

#### **4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels**

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

#### **4.6.4. Protection des accès – Auvents**

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.

En fonction des séquences d'intervention, les entreprises en charge de l'élévation des ouvrages, des travaux de ravalement, des travaux de couverture, se chargeront de la mise en place et de l'entretien des auvents, tunnels ou autres dispositifs efficaces en adéquation avec les risques.

### **4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets**

Chaque entreprise est responsable de la production de ses déchets

## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'entreprise du lot Gros Œuvre est responsable de l'évacuation des déchets.

Dans le cas d'utilisation de bennes, l'entreprise du lot Gros Œuvre s'assurera que la fréquence de leurs rotations soient réalisées de sorte qu'elles ne débordent.

### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

## 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

#### 6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Les entreprises ont l'obligation de réaliser les DICT, de procéder à la reconnaissance et repérage des réseaux existants.
- Demandes d'arrêtés -
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . . ) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

#### 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les travaux seront exécutés en milieu hospitalier en activité méritant une protection au titre de la sauvegarde de l'environnement.

Chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc..

#### 6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Aucun chantier voisin identifié au moment de la rédaction du PGC.

Des réunions de concertation inter-Maître d'Ouvrages seront programmées, dans le cadre d'opération susceptibles d'entrer en interférence.

#### 6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Etablir un plan de prévention avec le chef de l'établissement

#### 6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

L'établissement du permis de feu pour tous les travaux par points chauds (Soudage, décapage, meulage) est obligatoire.

Il doit être renouvelé, à chaque changement (d'opération, de lieu, de méthode de travail . . . )

Le permis de feu est signé par la personne commandant les travaux, par la personne chargée de veiller à la sécurité et par l'opérateur.

Une souche est archivée sur le chantier.

Un cahier d'enregistrement de permis de feu est mis à disposition sur le chantier.

## **6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages**

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régis sous plan de prévention.

## **6.7. Locaux témoins**

Sans objet

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

Les procédures de secours en cas d'accident ainsi que les consignes en cas d'incendie devront figurer sur le PPSPS des entreprises et être affichées dans les locaux du personnel.

Le Coordonnateur et le Maître d'Oeuvre devront être informés de tout accident ou incident immédiatement après les faits.

L'entreprise générale devra afficher dans les cantonnements les différents numéros d'appel d'urgence.

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.

### 7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

### 7.6. Point de rencontre secours

A l'extérieur du bâtiment

Respecter les consignes de sécurité propres à l'établissement

Prendre en compte les plans d'évacuations du site.



## 7.7. Modèle de fiche de secours

### *EN CAS D'***ACCIDENT**

**Appelez les Pompiers**



**18 ou 112**

et dites :

#### **1.ICI CHANTIER : SAVIGNY LT/AMGT FUTURS LOCAUX**

Adresse : RUE DU LAITON 77176 SAVIGNY LE TEMPLE

#### **2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

#### **3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

#### **4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

A l'extérieur du bâtiment

Respecter les consignes de sécurité propres à l'établissement

Prendre en compte les plans d'évacuations du site.

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

## ANNEXES AU P.G.C.

### Liste des pièces jointes au P.G.C.

- DHOL 1
- Annexe\_Mise\_en\_place\_de\_grues
- Annexe\_METAH
- Annexe\_MESA
- Annexe\_SCALP